



Il est petit, rond, japonais. C'est un micro-espion, tel qu'il vient d'être découvert, dissimulé dans le bureau de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Des visiteurs du soir, qui étaient venus apporter leur contribution particulière à l'installation des nouveaux locaux du « Canard enchaîné », ont été surpris avant qu'ils n'y plantent des oreilles.

La même semaine, un ministre, et non des moindres, déplorant les sommes englouties dans de vaines écoutes téléphoniques alors que les indicateurs font, selon lui, tellement mieux, m'expliquait néanmoins : « C'est au visiteur qui s'assied très près de votre table qu'il faut prendre garde. Il suffit qu'il glisse rapidement la main en dessous pour y coller un micro adhésif qui fonctionnera quelques heures. »

Qui donc peut bien avoir de pareilles pensées ? Ou, plutôt, de pareils moyens ?

Je me perdais, comme vous-mêmes, en conjectures, lorsque, mercredi soir, l'écran de la télévision s'illumina de la présence du Premier ministre. Enfin, nous allions savoir comment il compte maîtriser une situation économique dont les dangers n'échappent même plus à son gouvernement. Hélas ! on attendait Clemenceau. Ce fut Gamelin.

Alors, la conjonction entre l'impuissance et l'abus de pouvoir, celui que constitue l'écoute sous toutes ses formes, me parut poser une intéressante question.

On sait que deux raisons puissantes retiennent un certain nombre de Français, nombre décisif, de souhaiter l'arrivée aux postes de commandes de la coalition socialo-communiste.

Un : son aptitude à créer des désastres économiques et la faiblesse de ses propositions dans ce domaine. (On reste rêveur, par exemple, en lisant dans « L'Humanité-Dimanche » que, pour lutter contre l'inflation, il faudrait bloquer les prix des produits alimentaires « sans porter atteinte à la légitime rémunération des agriculteurs et des détaillants ». Rien de plus simple en effet.)

Deux : les méthodes dont les communistes, là où ils règnent, font usage en matière de délation et de répression des libertés individuelles.

Défaillant dans l'ordre de la gestion économique, si le pouvoir en place continue de glisser à l'heure communiste en matière policière, quels arguments lui restera-t-il pour dissuader, demain, les hésitants de changer de gouvernement ?

**FRANÇOISE GIROUD**